

ÉTRANGER

Concession de Khomeiny à l'opinion publique Les Iraniens élisent une parodie d'Assemblée constituante

Demain, vendredi, les Iraniens vont voter pour élire ce qu'on hésite à appeler une « Assemblée constituante ». Ils désigneront les seize-vingt-cinq « experts » (c'est le mot officiel), qui pourront, éventuellement, apporter des amendements au texte de la nouvelle Constitution iranienne, qui a déjà été présentée par le pouvoir, à la mi-juin.

Ce sera la deuxième fois, depuis le changement de régime, que les Iraniens se rendront aux urnes. Il y a trois mois et demi, ils avaient déjà participé à un référendum, dont la question était, en s'en souvenant : « Êtes-vous pour le maintien de la monarchie ou pour l'instauration d'une république islamique ? ». La seconde solution l'avait, bien sûr, emporté, avec 98,5 % des voix, dans des conditions qu'il faut rappeler, puisque, hélas, rien n'a changé.

Il n'y avait pas de listes électorales (ce qui rendait les résultats sans aucune signification). Les bulletins étaient rouges pour la monarchie, verts pour la république islamique. Il n'y avait pas d'isoloirs. Les présidents de bureaux de vote étaient généralement des mollats. Les résultats avaient été annoncés avant même la

clôture du scrutin. Ils avaient été donnés globalement et non circonscrits par circonscription. Certains observateurs avaient alors remarqué qu'il y avait eu 18 millions de votants dans un pays qui ne pouvait pas avoir plus de 16 millions d'électeurs et alors que les minorités ethniques (Kurdes, Azerbaïdjanais, Baloutches, Turkmènes, etc.), qui comptent environ cinq millions de citoyens, s'étaient abstenues massivement. Ce référendum n'avait donc été qu'une triste parodie de consultation démocratique. On n'attend guère mieux pour le scrutin de demain.

Il faut cependant noter que cette élection d'une Constituante est déjà une énorme concession de la part de l'ayatollah. Le « saint homme de Qom » estime, en effet, et il ne l'a jamais caché, que les Ira-

niens ont, déjà, par leurs manifestations de rues, précipité leur choix. Et, en bon ayatollah, il considère que ni le peuple ni la moindre « assemblée d'experts », n'a à discuter la volonté de Dieu, telle qu'elle s'exprime dans le Coran. Aux yeux de Khomeiny, les ayatollahs sont là pour expliquer, actualiser et mettre en pratique, dans la vie courante, le message divin. Il est d'ailleurs exact que dans une « bonne » république islamique, l'élection par le peuple d'experts chargés d'établir les règles de la vie nationale est un non-sens. Le Coran parle de Dieu et est, par définition, la meilleure des Constitutions.

L'appui de Dieu

Si Khomeiny avait accepté, à son corps défendant, le référendum sur la République islamique, c'était, indiscutablement, pour satisfaire l'opinion internationale, et ne pas mettre, d'emblée, son régime au banc de la Société des Nations. Si, aujourd'hui, après bien des hésitations, il a fini par accepter ces élections d'une Constituante, c'est, sans aucun doute, pour calmer le mécontentement intérieur, et, par un succès facile, démontrer, aux mauvais esprits de Téhéran, qu'il a, non seulement l'appui de Dieu, mais aussi celui de la grande majorité de la population.

Il ne fait guère de doute que, grâce à la terreur ambiante entretenue par les fameux comités Khomeiny — au matraquage de la radio et de la télévision — entre les mains des incondonnables de l'ayatollah —, et à quelques mots de Khomeiny lui-même, ce seront les candidats du parti de la République islamique qui recueilleront la majorité des suffrages,

et ces « experts » auront, bien sûr, peu d'amendements à présenter pour modifier la Constitution, élaborée par leur maître à penser.

C'est un texte qui se réitera continuellement au Coran. En apparence, on évoque un régime présidentiel avec un chef d'État — chef de gouvernement — élu par le peuple, et une assemblée unique, élue elle aussi. Rien n'est prévu en cas de conflit entre les deux pouvoirs. Mais, en fait, pouvoir législatif et pouvoir exécutif sont

Les « Gardiens de la révolution », milice remplacant la police iranienne, ont libéré les seize militants kurdes qu'ils détenaient en « otages » depuis plusieurs jours dans une caserne à l'entrée de la ville de Marivan, dans le Kurdistan iranien, a annoncé hier la presse de Téhéran.

continuellement sous la surveillance des mollats. Avec un certain manque de pudeur, il y a quelques allusions aux libertés publiques et au pluralisme, mais, bien sûr, à condition que ces libertés et ce pluralisme, ne soient pas en contradiction avec l'islam, et seuls les mollats pourront en juger.

Cela dit, il va tout de même être intéressant de voir les scores que pourront faire les adversaires de cette Constitution. Certes, les vrais démocrates sont hors du coup, en prison, dans la clandestinité ou en exil. Mais il y a, maintenant, même parmi ceux que tolère encore Khomeiny, et qui furent ses partisans encore très récemment, un certain nombre de gens qu'étrave la tournure des événements. Et y compris dans le haut clergé chiite.

L'ayatollah Chariat-Madari s'opposera, pour la première fois, franchement, à son vif ennemi personnel, auquel, depuis des mois, il est obligé de faire des sourires. Contre la liste du parti de la République islamique de Khomeiny, il présentera une liste du parti de la République populaire islamique. Le mot populaire ne doit pas faire illusion. Chariat-Madani n'est pas devenu révolutionnaire, mais il ne sait pas quoi inventer pour « tenter » son « contraire », et il se déguise en démocrate partisan d'une Constitution de type occidental.

Il y aura aussi une liste présentée par ce qui reste du Front national, ces héritiers de Mossadegh, qui avaient cru pouvoir monter dans le train de la victoire, en abandonnant leur laïcité, et qui s'aperçoivent, mais un peu tard, qu'ils sont des dinde de la farce. Il sera, aussi, intéressant de voir ce qu'obtiendront les communistes du parti Tudeh, qui, avec le même cynisme que les faux libéraux, se sont, depuis février dernier, toujours présentés comme de futurs disciples de l'ayatollah, répétant, inlassablement, que le programme de Khomeiny, « correspondait point par point » à celui qu'ils ont toujours prôné.

En vérité, le seul chiffre vraiment significatif serait celui des abstentions. La situation du pays, la paralysie de l'économie, les manifestations de rues, les rébellions des provinces, tout démontre que, cinq mois et demi après l'arrivée triomphale de Khomeiny, le pays a perdu la foi, et qu'il a compris ce que signifiait la République islamique. Mais ce chiffre des abstentions, on ne le connaîtra jamais.

Thierry Devjardins.

POLITIQUE

Au C... Parc de... premier

Le Conseil des ministres...
matin sous la présidence...
d'État. Outre la définition...
annuel de la recherche...
page 7) et la lutte contre...
page 7), le gouvernement...

Le Parc de La Villette. — Les études sont en cours et les premiers travaux débuteront en 1980. Le programme de cette opération comprendra l'aménagement d'un parc de 23 hectares, un musée des sciences des techniques pures, à partir de 1983, la construction d'un ensemble musical.

Musée du XIX^e siècle. — La réalisation est prévue dans l'ancienne gare d'Orsay. Les travaux doivent commencer en 1980 pour s'achever en 1984. La Compagnie Madoisne Renaud-Jean-Louis Barault sera réinstallée par l'État, avec l'accord de la Ville de Paris, dans le Palais de Glace du nord-ouest des Champs-Élysées.

Grand Palais. — Cet édifice sera restauré et réaménagé.



Le...
mais conservera sa vocation...
qui est d'accueillir les pre-
cieuses expositions et manifes-
tations culturelles. Il abritera...
outre les locaux d'un centre...
presse dont un premier édi-
fice fonctionnera dès l'an pro-
chain.

Jardin de Tuileries. — Le réaménagement sera réalisé entre 1979 et 1981 et coûtera 10 millions de F. De nouvelles sculptures de Rodin et Bourdelle...

Une « armée rouge » pour tuer le chah

Téhéran (A.P.). — Selon l'ayatollah Khomeiny, une « armée rouge » comparable à l'organisation terroriste japonaise a été constituée en Iran avec mission d'abattre le chah, les membres de sa famille et ses anciens collaborateurs. Sur la liste des « gens à abattre » figurent non seulement la mère de l'ancienne impératrice, M^{me} Farideh Diba, mais aussi M. Chapour Bakhtiar et le général Gholam Reza Azhari.

L'ayatollah Khomeiny espère « qu'avant la fin du Ramadan, le 23 août, nous pourrions offrir à la nation iranienne le plus beau cadeau, la mort du chah et celle de ses aides ». Le chah, affirme-t-il, préfère se faire soigner d'une blessure à un rein directement chez lui plutôt que dans une clinique pour des raisons de sécurité. « Il succombera à cette blessure, ajoute-t-il, sinon, nous le tuons. »

Les expropriations dans le Néguev

La « polémique de la terre » rallumée en Israël

Jérusalem :
de notre correspondant
particulier
René BAUDUC

discussions techniques entre experts militaires mobilisés par les parties en cause, discussions n'ayant aucun rapport avec la question des terres du Néguev. Le conflit sur l'usage des terres dans les zones occupées sert de cause de résonance internationale pour le

cedure. Les six mille Bédouins intéressés dans l'affaire occupent la terre destinée à l'aéroport depuis des générations mais ne possèdent pas, en majorité, de titre de propriété. Le gouvernement leur propose des compensations qu'ils jugent dérisoires, car ils estiment...

d'un gouvernement faible avec des prétentions d'autorité idéologique nationaliste, et qui a d'ailleurs déjà fait machine arrière. Le ministre de la Justice s'est en effet engagé à soumettre aux tribunaux toutes contestations sur le montant des compensations à donner aux Bédouins, à garantir que le

des propriétaires sans terre. C'est une vieille question qui reste depuis un siècle de fixation pour tout esprit réactionnaire, nationaliste et un souverain permanent d'une injustice que l'extraordinaire développement économique des Arabes israéliens n'a pas réussi à effacer.

Le Parlement de Jérusalem...
à Jérusalem...
et...
et...